

Histoire

LA COMMÉMORATION DE LA COMMUNE DE 1871 AU TEMPS DE L'UNION DES GAUCHES (1971-1973)

Éric Lafon

01/04/2021

En 2021, la Commune de Paris a cent cinquante ans. En préambule à la mise en ligne commentée de deux reportages photographiques inédits des manifestations pour les commémorations de 1971 et 1973, Éric Lafon revient sur les célébrations par les gauches de cet événement durant les décennies précédentes.

La Commune de Paris de 1871 est au cœur du livre d'images, de l'album souvenir, des gauches en France. À l'occasion du 150^e anniversaire, la Fondation Jean-Jaurès met en ligne des photographies prises par Monique et Pierre Guéna lors des manifestations du centenaire du 24 mai 1971 et celle du 27 mai 1973. Les deux photographes ont saisi à cette occasion une temporalité très importante, celle de la commémoration, de la célébration et du patrimoine, de l'expérience et de l'histoire : le temps de « l'union des gauches » et aussi de l'identité de cette gauche unie. La commémoration de la Commune de Paris par la gauche commence dix ans après son écrasement. Les organisations socialistes, unifiées à partir de 1905 dans le Parti socialiste – Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), se rendent chaque année au cimetière du Père-Lachaise pour se recueillir sur la tombe des victimes de la répression. Dans ce premier temps, en 1880-1914, cette commémoration socialiste évolue, d'autant plus qu'elle est agitée par les dissensions qui s'expriment en son sein et qu'elle est également bousculée par une célébration anarchiste très présente. Cette commémoration socialiste est, à partir de 1920 et jusqu'à nos jours, sévèrement concurrencée, puis dépassée par un PCF, lequel s'inscrit sur ce terrain aussi dans une stratégie de conquête et d'appropriation. Cette stratégie peut s'expliquer par l'importance prépondérante que celui-ci accorde à l'histoire et à la mémoire du mouvement ouvrier français qui sont autant de terrains d'affrontement, de contestation politique de l'autorité et de la part d'héritage communard reçu par le Parti socialiste. Il y a nécessité pour ce nouveau parti d'ancrer son identité et son histoire dans une généalogie politique, sociale, culturelle, historique française et pas uniquement soviétique.

Commémorer les morts de la Commune de 1871

En 1875, le peintre communal, Ernest Pichio (1826-1893), réalise, depuis son exil en Suisse, *Le Triomphe de l'ordre* dit aussi *Le Mur des fédérés*. De ce tableau, disparu ou conservé en URSS, nous ne connaissons qu'une lithographie en noir et blanc.



Le Triomphe de l'ordre montre l'exécution des derniers communards contre l'un des murs du cimetière du Père-Lachaise, précipités dans une fosse commune. La peinture, interdite d'exposition en France, sera plusieurs fois présentée en Angleterre. Avant les chansons et poèmes d'Eugène Pottier sur ce mur du Père-Lachaise, lieu du « supplice » des derniers combattants de la Commune, le peintre par sa toile sanctifie déjà le lieu et y fixe la mémoire contre l'oubli. La peinture fait acte d'histoire et de témoignage. Ernest Pichio s'y intéresse à nouveau deux ans plus tard en

1877 avec le tableau *La Veuve du fusillé*.



Nous sommes toujours au Père-Lachaise, une mère montre à ses enfants l'inscription suivante sur le mur au pied duquel, très certainement, le père des enfants a trouvé la mort : « Mai 1871, Aux martyrs sans nom, morts pour la Liberté ».

Ces deux œuvres inaugurent et vont susciter très certainement la commémoration annuelle de la Semaine sanglante de mai 1880 à nos jours. D'abord, les organisations et groupements socialistes, de 1880 à 1905, puis le Parti socialiste, unifié, SFIO, mettent en place un rituel et une manifestation qui conduit la foule, rassemblée au préalable, de la rue jusqu'au cimetière du Père-Lachaise et au pied de mur d'enceinte destiné à devenir le lieu de mémoire de la Commune de 1871.

Le 23 mai 1880, à l'initiative de groupes d'ouvriers, autour des journaux *L'Égalité* dirigé par Jules Guesde et du *Prolétaire*, une manifestation est donc organisée pour commémorer la Commune de 1871 et la semaine sanglante au cimetière du Père-Lachaise. Nous n'avons pas d'images ni de gravures ou de photographies de cette manifestation.

CINQ CENTIMES

L'ÉGALITÉ

Supplément au Numéro du 23-26 Mai 1880

LA MANIFESTATION DU 23

Deux choses caractérisent la « journée » de dimanche.

La première, c'est qu'elle s'est faite non-seulement en dehors, mais à l'encontre de tous les partis politiques bourgeois.

Pour dénaturer l'idée-mère de la manifestation, pour calomnier les manifestants et chercher à faire le vide autour d'eux, il y avait eu, en effet, unanimité dans la presse dite républicaine ou radicale, comme il y avait eu unanimité parmi les prétendus républicains ou radicaux de 1871, pour coucher le prolétariat parisien dans la fosse commune sur laquelle s'étaient donnés rendez-vous les travailleurs socialistes de 1880.

Au *Mot d'Ordre*, à la *Lanterne*, au *Réveil social*, répétant avec et après la *Paix*, le *Petit national* et autres feuilles de police : « Le peuple de Paris ne voudra pas se prêter à un acte qui ne peut servir qu'aux ennemis de la République, » et prêchant l'abstention, la *Justice* avait ajouté — radicalisme oblige — le mensonge suivant :

La manifestation qui devait avoir lieu aujourd'hui 23 mai est contremandée par le Comité qui en avait pris l'initiative.

Et malgré ce concert de mensonges et de calomnies, malgré les menaces de l'*Officiel*, malgré les préparatifs militaires et policiers de la caste gouvernementale apeurée, malgré la défection, enfin, de certains groupes ouvriers, plus de vingt-cinq mille citoyens ou citoyennes ont répondu à l'appel de l'histoire, et ont apporté leur part de sympathie et d'immortalité à la mémoire des fusillés anonymes de la Commune.

Ce qui caractérise encore et surtout cette manifestation, que tous les efforts de la réaction républicaine ne réussirent pas à amoindrir, c'est le parti pris d'ordre et de silence dont toutes les provocations n'ont pas réussi à faire sortir une foule dominée par une seule idée : accomplir jusqu'au bout et malgré tout, ce qu'elle considérait comme le plus saint des devoirs.

En vain, les sabres nus des argousins, continuant et aggravant les casse-têtes de l'empire, ont été odieusement appelés à « faire merveille. »

En vain les couronnes et jusqu'aux bouquets d'immortelles ont été enlevés, *manu militari*, avec ceux ou celles qui les portaient.

En vain chaque pas en avant était signalé par une razzia.

A chaque vide qui se produisait, sans la moindre hésitation, sans un cri, la colonne serrait les rangs; et on allait de l'avant, droit devant soi, jusqu'au mur funèbre qui vit le dernier massacre et devant lequel tous les fronts se sont découverts, en même temps qu'en défilant en silence, chacun jetait dans l'herbe épaisse les fleurs rouges du souvenir.

Voici, pour ainsi dire minute par minute et dans toute sa vérité historique, le récit de cette « journée » exclusivement ouvrière-socialiste, une des plus importantes, à coup sûr, qui aient suivi — et précédé une révolution.

On sait qu'il avait été décidé que les divers groupes de manifestants partiraient de différents points, pour se rendre, couronnes en tête et déployées, à la place de la Bastille où rendez-vous général avait été pris pour deux heures.

Le départ.

A l'heure convenue (une heure et demie) l'*Egalité* qui n'avait pas pris l'initiative de la manifestation, mais qui, y ayant adhéré, n'était pas journal à reculer, l'*Egalité* se ma-sait, — administration et rédaction — à l'intersection des rues de Rivoli et Saint-Antoine, et s'acheminait, par cette dernière, vers la place de la Bastille.

Deux couronnes. L'une portant cette inscription : *l'Egalité — aux 31,000 fusillés de Mai 1871*, l'autre envoyée de Narbonne et sur laquelle on lisait : la *Chambrière fraternelle de Narbonne*, suspendues par des rubans rouges étaient portées au premier rang. Les manifestants avaient tous à la boutonnière un bouquet d'immortelles.

Au moment où nous débouchions sur la place de la Bastille, de nombreux citoyens et citoyennes accoururent vers nous : *N'avancez pas ! on va vous arrêter ; d'autres ont déjà été enlevés ; les gardiens de la paix ont dégainé !* — « Nous continuerons notre marche », leur fut-il répondu.

La foule, quelque peu surprise tout d'abord, salua les manifestants et se joignit à eux. Notre colonne, ainsi renforcée, fit le tour du monument de Juillet.

La place de la Bastille.

Les avertissements qu'on venait de nous donner étaient fondés. On avait arrêté, en effet.

A deux heures moins cinq, le citoyen Etienne était arrivé en portant, passée autour du bras, la couronne du *Cercle des Equaux* : « *Les Equaux aux vaincus de 1871* ». Les agents, massés dans un des coins de la place, aux abords de la gare de Vincennes, se précipitèrent sur le citoyen Etienne et voulurent lui arracher la couronne que ce citoyen a brisée plutôt que de la laisser aux agresseurs. Ces derniers, exaspérés, tirent alors leur sabre et en frappent violemment le citoyen Etienne au ventre et à la tête.

Cependant les citoyens Fournière, gérant de l'*Egalité* et Victor Boulet, portefeuilleiste, brisent ce qui restait de la couronne. A leur tour, ils sont frappés par les agents.

C'est à ce moment que les *gardiens de la paix* chargent la foule, sans raison aucune, et distribuent au hasard des coups de plat de sabre, avec une liberté et un acharnement bien dignes des agents d'Andrieux-Piètri.

Devant cette provocation odieuse, les assistants ne se sont pas un instant départis du plus grand calme.

Les citoyens Fournière, Etienne et Boulet sont enlevés et entraînés dans la gare de Vincennes; les aimables agents de la République Grévy les accablaient de coups de pied et de coups de poing.

Les groupes du XII^e.

C'est à ce moment qu'arrivent les groupes du XII^e arrondissement avec des immortelles rouges et une couronne portant en lettres noires : *Aux défenseurs de la Commune*. Cette couronne, enlevée pendant tout le parcours de Bercy à la Bastille, ne devait être découverte que sur la place.

Pour l'empêcher de tomber aux mains de la police, elle est mise dans un sac et emportée au Père-Lachaise dont elle ne pût forcer l'entrée. En même temps les citoyens qui l'accompagnaient marchent en avant et après avoir fait le tour du terre-plein de la place, se joignent au cortège en route pour le cimetière.

La rue de la Roquette

La colonne qui s'était formée à la suite de la rédaction et de l'administration de l'*Egalité*, poursuivait en effet sa marche et elle allait s'engager dans la rue de la Roquette, quand les agents lui intimèrent l'ordre de se disperser. « Nous ne formons pas d'attouppement, leur fut-il répondu, nous allons au Père-Lachaise » — « Couvrez les couronnes alors, fit un officier de paix, et vous pourrez continuer. » — L'attitude calme et résolue des manifestants avait fait grand effet sur les agents. Impossible, malgré tout l'ardent désir qu'ils pouvaient en avoir, impossible aux *défenseurs de l'ordre* de trouver le moindre semblant de prétexte qui les autorisât à employer la force.

Les couronnes furent couvertes et l'on poursuivit la marche. A ce moment nous étions plus de cinq mille. Les trottoirs de la rue de la Roquette étaient bondés d'une foule sympathique et tous se découvraient sur notre passage. Plusieurs citoyens porteurs de couronnes s'étaient joints au cortège, le citoyen Jeillot avec la couronne des 5^e et 13^e arrondissements; on y lisait : *Les révolutionnaires des 5^e et 13^e arrondissements — à nos morts*; le citoyen Franz Robert avec la couronne du 6^e : *A nos morts anonymes — les socialistes du 6^e.*

Vers le milieu de la rue de la Roquette, la colonne est de nouveau arrêtée : « On ne passe pas avec les couronnes ! » — Les manifestants passent outre; et les rangs, un instant rompus, se reforment malgré les agents. Mais le citoyen Jeillot était arrêté avec sa couronne : Premier vol. Bientôt à la place de la Roquette, la couronne du 6^e était saisie à son tour et son porteur, le citoyen Franz Robert, arrêté : Deuxième vol. La couronne de Narbonne n'a pas un autre sort : Bien qu'un citoyen l'ait couverte de son paletot, elle est enlevée avec celui qui la portait : troisième vol, mais pas le dernier.

La couronne de l'*Egalité*, seule, avait franchi tous les obstacles. Son tour ne devait pas tarder à venir. Dans le haut de la place de la Roquette, la colonne est encore arrêtée. — « Pas de couronne ! » crient les agents. — « Mais elle est couverte et on nous a laissé passer jusqu'ici ! » — Venez chez le commissaire vous expliquer. — Les citoyens Bazin et Gabriel Deville, porteurs de la couronne, se rendent sans résistance à la prison de la petite Roquette. L'explication fut quelque peu longue. Elle dure encore.

Un mouvement d'hésitation se produisit parmi les manifestants. Beaucoup voulaient suivre

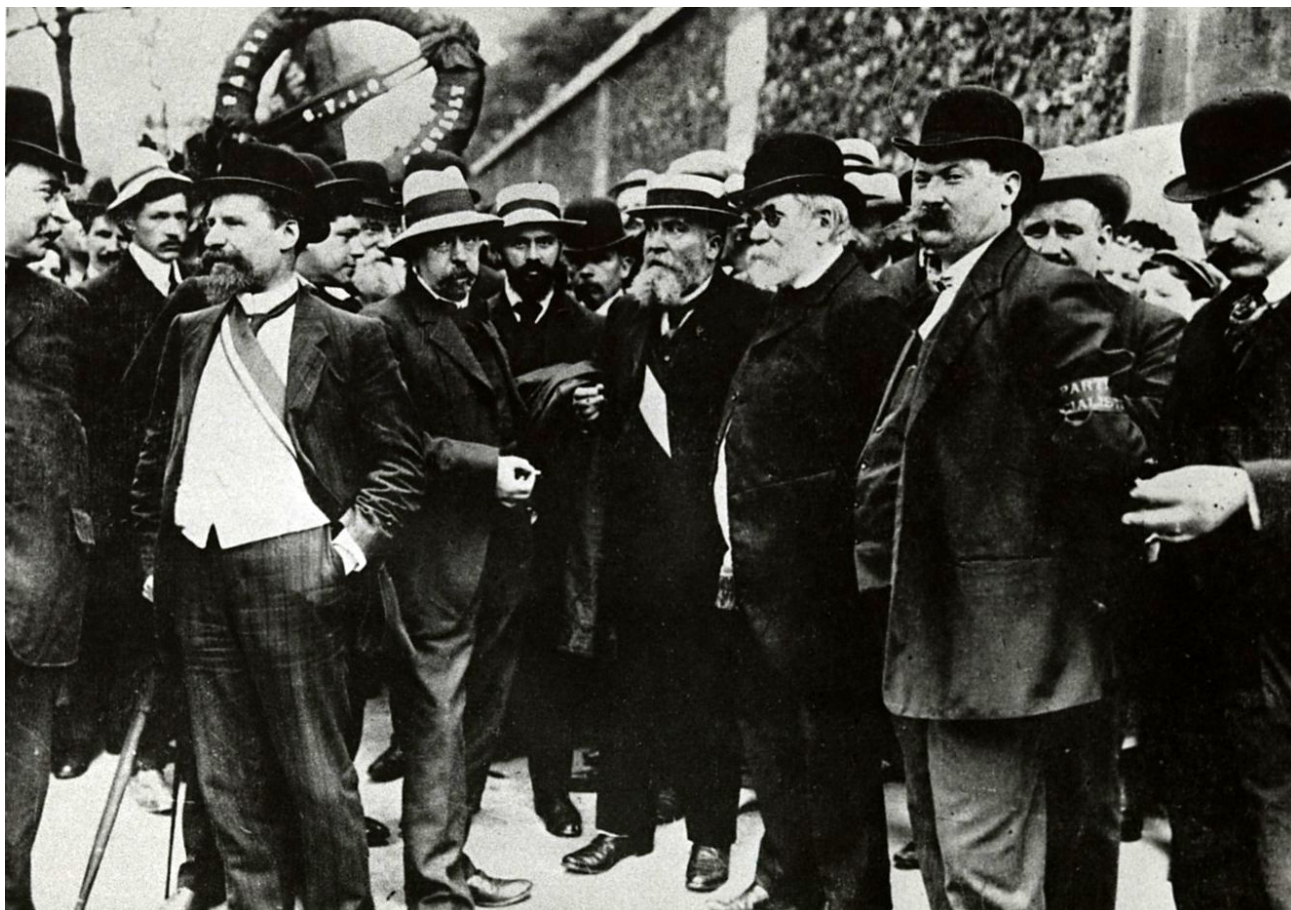
Après 1905 et l'unité socialiste, nous avons des cartes postales éditées et des photographies reproduites dans le journal *L'Humanité*.



Le 24 mai 1908, pour l'installation de la plaque gravée « Aux morts de la Commune, 21-28 mai 1871 », une série de photographies de l'agence Rol montre Édouard Vaillant intervenant devant cette plaque. Ces photographies sont éditées sous forme de cartes postales et participent, par conséquent, de la construction d'une mémoire visuelle collective.



Le 29 mai 1910, Édouard Vaillant et cette fois Jean Jaurès posent devant le mur des fédérés pour cette nouvelle commémoration qui aurait rassemblé, d'après *L'Humanité* du 30 mai, quelque 30 000 personnes.



En 1911, pour le 40^e anniversaire, les socialistes se mobilisent. Des photographies dans leur journal et l'édition de quelques cartes postales montrant des sections parisiennes et de la banlieue dans les allées du Père-Lachaise, au pied du mur.

Le 25 mai 1913, le gouvernement interdit le meeting au Père-Lachaise pour le motif qu'il serait avant tout un rassemblement organisé par le Parti socialiste et la CGT contre la proposition de loi visant à faire passer le service militaire de deux à trois ans. C'est en banlieue, au Pré-Saint-Gervais, que sera immortalisé Jean Jaurès rassemblant, d'après *L'Humanité* du 26 mai 1913, 150 000 manifestants, lesquels ont, très certainement, plus répondu à l'impérieuse nécessité de défendre la paix plutôt que de commémorer la Semaine sanglante.

D'ailleurs, à la veille de la Première Guerre mondiale, le 25 mai 1914, *L'Humanité* annonce que 40 000 à 50 000 manifestants ont défilé devant le mur.

Ainsi, le Parti socialiste, de 1880 à 1920, prend en charge la commémoration centrée sur la Semaine sanglante (24-28 mai 1871) au Père-Lachaise et le salut aux morts, « aux martyrs », « aux sacrifiés ». Au fil des années, la teneur des discours évoluent et à la dénonciation de la violence de « l'État bourgeois » est substituée celle de « la République de l'ordre ». Chaque manifestation durant cette longue période se déroule suivant un rituel identique qui s'installe. On se rassemble à l'extérieur, dans la rue, pour former un cortège lorsque le ministère de l'Intérieur l'autorise, puis la foule des manifestants pénètre dans le cimetière du Père-Lachaise et se dirige vers le mur des fédérés. Les drapeaux rouges, le plus souvent interdits à l'extérieur comme à l'intérieur de la nécropole, finiront par être acceptés. Les prises de parole sont plus rapidement, dans le temps, autorisées. Dès 1882, Madeleine Rebérioux en a comptabilisé une vingtaine. Les photographies prises à l'occasion et imprimées sous la forme de cartes postales montrent davantage le cortège dans l'allée centrale, puis la foule compacte au pied du mur et les couronnes de fleurs accrochées au mur. La prise de vue ne nous permet guère de lire l'inscription sur le ruban qui entoure ces couronnes de fleurs. Nous savons que certaines sont interdites et menacées d'être détruites. Ainsi, toute mention à l'adresse des « frères assassinés », « aux martyrs », « aux fédérés », « aux fusillés » peut demeurer fixée sur le mur ; en revanche, toutes allusions « aux fusilleurs versaillais », « aux assassins », « aux victimes du militarisme » est interdite. La République concède l'hommage aux morts, mais s'est engagée, dès les années 1880, dans une politique mémorielle de l'oubli. Oubli de cette guerre civile entre Français dans une France défaite et occupée et surtout oubli de cette violence déchaînée à laquelle les deux camps opposés se sont livrés. La mémoire et l'oubli sont indissociables. La mémoire sélectionne certains de nos souvenirs, comme le cadrage photographique retient dans ses limites techniques ce que le photographe souhaite enregistrer et donc exclure de l'événement auquel il assiste. La mémoire sert aussi à oublier comme le cadrage photographique permet de restreindre l'angle de vue et donc d'exclure. D'ailleurs, du côté des héritiers des victimes, on va privilégier un récit plutôt qu'un autre, d'autant plus lorsque celui-ci tend à éclairer des zones laissées dans l'ombre. Il est en ainsi des exécutions d'otages et des incendies. Dans le meilleur des cas, on relativise, on contextualise pour légitimer la violence et certains crimes. Des historiennes et des historiens indépendants de toute tutelle politique ou n'étant pas au service d'une cause partisane ont confirmé la réalité de cette violence communarde, tout en soulignant la disproportion entre celle exercée par « les Versaillais » à l'encontre des communards et les exécutions d'otages et les quelques exactions commises le plus souvent par quelques individus. Les fosses communes, et pas uniquement celle du Père-Lachaise, ne sont remplies en très grande majorité que par des communards, hommes et femmes.

Dès lors, la manifestation au Père-Lachaise, cette « montée au mur », organisée chaque année le dernier dimanche de mai centre uniquement la remémoration de la Commune autour des morts, des victimes et les discours prononcés au pied du mur expriment davantage des « lamentations » sur la cruauté de la répression, quand bien même certains promettent une revanche à venir. Si bien qu'à la veille de 1914, socialistes mais aussi anarchistes dans leur immense majorité considèrent, après la répression de juin 1848 et surtout donc la semaine sanglante de 1871, que l'insurrection et les barricades appartiennent au passé comme forme d'action révolutionnaire.

Il reviendra aux communistes du PC-SFIC, à partir de 1921, et pour le cinquantième de la Commune, forts de la victoire d'octobre 1917 en Russie, de renouveler la manifestation au mur des fédérés.

Mais, le Parti communiste, lui aussi privilégiera en mai le salut aux morts de la répression plutôt qu'une célébration en mars-avril d'une Commune comme expérience politique et sociale singulière. Force est de constater que le PS-SFIO se trouve dans une difficulté pour saluer une Commune qui fut une démocratie sociale directe, plus libertaire que socialiste, alors qu'il théorise le fait que cette République peut être conquise par les urnes, faire levier et s'affirmer comme un cadre pour l'émancipation sociale, pour le socialisme. Le Parti communiste est également confronté à cette discordance entre ce passé communard plus libertaire que socialiste dont il ne peut se départir ou s'extraire historiquement et cet avenir qu'il promet, dont le chemin vient d'être victorieusement tracé par un bolchevisme qui exige une discipline et une autorité du parti unique sur le mouvement révolutionnaire et dissimulant avec une certaine difficulté son caractère dictatorial. Le Parti socialiste continuera à commémorer les victimes de la répression et ses responsables (Adolphe Thiers et Gallifet en tête) en veillera à ne pas trop s'attarder sur l'histoire de la Commune sinon pour dire qu'elle s'inscrit dans une époque et un contexte révolus. Le Parti communiste, quant à lui, proposera un dépassement de la Commune reconnaissant qu'elle fut une première étape, un « brouillon », certes honorable mais manquant d'« audace » (selon Marx) et surtout de « détermination » (selon Lénine et Trotsky), et de gratifier la révolution bolchevique, puis l'URSS de Staline, d'incarnation du succès là où l'insurrection parisienne a échoué.

Héritage commun d'un mouvement ouvrier marqué très fortement par sa diversité et des rapports de force en son sein très évolutif, la désunion domine jusqu'à nos jours quant aux représentations partisans de la Commune et plus encore sur son instrumentalisation politique.

Mais dès que les gauches chercheront à s'unir, à communiquer sur leur unité, elles iront ensemble (à l'exception du Parti radical socialiste) rendre hommage aux morts du Père-Lachaise. Chaque manifestation au mur sera alors un temps pour affirmer une histoire et une filiation communes,

puis, en 1934, une promesse dans l'unité de la victoire prochaine et de la revanche des communards.

La gauche victorieuse et la revanche de la Commune

Les émeutes du 6 février 1934 et la menace que font peser sur la République les ligues sont considérées par les gauches, radicale, socialiste et communiste, comme une tentative d'imposer le fascisme en France. Après avoir opéré en juin 1934 un nouveau tournant stratégique et tactique, le PCF devient un promoteur et un artisan audacieux, subtil et efficace de l'unité politique. En avril-mai 1936, les gauches unies dans un Rassemblement populaire l'emportent contre le « front national » des droites. Le 4 juin, Léon Blum est le premier socialiste à prendre les fonctions et la charge de président du Conseil. Une majorité « Front populaire » domine la Chambre et les radicaux-socialistes sont la clé de voûte de cette majorité. Après un 1^{er} mai historique entre les deux tours des élections, un mouvement de grève avec occupations des usines, dans la foulée de la victoire électorale, s'étend à toute la France. La manifestation au mur des fédérés s'annonce avec succès. Le 24 mai 1936, en effet, des centaines de milliers de manifestants défilent durant toute la journée et jusqu'au soir au cimetière du Père-Lachaise. Cette « montée au mur » est, à ce jour, avec celle de 1945, la plus importante des manifestations d'unité des gauches.

Les journaux, *Le Populaire* et *L'Humanité* titrent en grand et publient de nombreuses photographies. Celles sur lesquelles figurent le plus de personnalités de ces deux partis politiques posant devant le mur des fédérés et regardant passer les nombreuses délégations sont, à ce jour, les plus diffusées. L'unité Parti socialiste-PC au mur des fédérés en hommage aux morts de la Commune de Paris, à laquelle président les derniers survivants assis au premier rang, est saisie par les photographes David Seymour *alias* Chim, Marcel Cerf, Albert Harlingue et les photographes des agences Meurisse et Rol.



Le 26 mai, Marcel Cachin dans *L'Humanité* s'enflamme et écrit que les manifestants ne sont pas venus cette fois « pleurer leurs morts héroïques » mais affirmer « leur montée définitive au pouvoir et qu'ils en avaient pris conscience ». Léon Blum, l'année précédente, avait écrit dans *Le Populaire* que ce jour de deuil, commémoré année après année, était en 1935 un jour de fête. Pour tous, le jugement final est arrivé et les morts de 1871 sont vengés. Il fait beau, le soleil illumine cette rangée de dirigeants des partis, socialistes et communistes, et quelques radicaux-socialistes venus à titre individuel, devant lesquels va défiler le peuple rassemblé.

L'histoire continue au rythme de ces temps forts de l'unité, assombris qu'ils sont périodiquement par les orages et les temps de l'adversité. En effet, le ciel bleu et ensoleillé qui accompagne les célébrations de 1934, 1935 et surtout 1936 passe au gris en 1937, pour s'assombrir très nettement en 1938 et devenir très orageux en 1939. Une lecture attentive des journaux *Le Populaire* et *L'Humanité*, tous deux toujours illustrés de nombreuses photographies, montre une unité de façade. Dans leurs éditions de 1938, les deux journaux publient une photographie de la tribune dressée à l'occasion dans laquelle quelques dirigeants socialistes siègent aux côtés de la direction du PCF et d'élus communistes. Les comptes rendus du cortège et de sa composition soulignent très clairement une

présence réduite de dirigeants socialistes plutôt invités à participer à cette manifestation que co-organisateurs et au sein de laquelle les cris de « Vive Thorez », « Thorez au pouvoir » et « Vive Staline » dominant. En 1939, *Le Populaire*, dans son édition du 22 mai, peut proclamer que « le Front populaire est vivant » mais peine à décrire une manifestation où s'affiche la division. Le journal socialiste rend compte d'ailleurs de l'aspect « dommageable » des cortèges socialistes qui se trouvent en situation de devoir défiler devant un mur recouvert par « le calicot d'un parti politique ». L'organe central du Parti communiste en date du même jour assume sans hésiter la propriété du « calicot » qui est en fait la banderole du comité central du PCF. Illustration, s'il le fallait encore, des usages et instrumentalisation politiques au cœur de la commémoration, du lieu et de l'histoire. L'affirmation identitaire, le droit de propriété sur le mur des fédérés, et même sur son pourtour, par le Parti communiste se manifesteront encore plus nettement aux lendemains de la Libération.

S'appropriation l'héritage pour se forger une identité

Le PCF, dès l'automne 1944, va privilégier le Père-Lachaise comme lieu d'inhumation de ses dirigeants afin de se donner une épaisseur et une filiation en lignage directe avec la Commune de Paris. Cet empilement funèbre qui associe les fusillés d'hier et ces dirigeants politiques emportés par la maladie ne suscite aucune contestation.

Cette stratégie de conquête territoriale de la nécropole est en fait inaugurée avant-guerre avec l'inhumation en 1935 de Henri Barbusse, puis en 1937 de Paul-Vaillant Couturier. Elle se poursuit à l'automne 1944 avec les obsèques des dirigeants de la direction communiste fusillés, puis le 13 février 1962 par les victimes de la manifestation contre l'OAS du 8 février. Entre-temps, le Parti communiste organise avec la CGT l'inhumation en février 1951 la dépouille de leur camarade Ambroise Croizat, accompagné par une foule importante.

L'honorabilité que revêt le fait d'être inhumé au Père-Lachaise est antérieure aux commémorations de la Commune de Paris et n'est pas réservée au mouvement ouvrier. Si des socialistes s'y font enterrer, cela s'inscrit dans une démarche individuelle et ne relevant pas d'une stratégie et volonté du parti.

Ainsi, Charles Longuet, époux de Jenny Marx, une des filles de Karl Marx, est inhumé à sa mort en 1903 dans la 92^e division. En 1911, Laura Marx et Paul Lafargue le rejoindront dans un caveau dédié à la famille, dans lequel, en 1938, Jean Longuet sera inhumé. Dans *Le Populaire* du 22 mai 1939, on peut lire que le service d'ordre socialiste demeurera « à leur garde face au public et face à la tombe de Jean Longuet, qu'un terre-plein de gazon sépare du Mur et sur laquelle la veuve et les fils de

notre regretté camarade s'inclineront longuement ».

La dernière grande manifestation d'unité des gauches et d'hommage aux morts aura lieu en 1945 avec un PCF à la manœuvre, fort de sa place de « premier parti de France ». Cela sera l'occasion pour lui de lier ses résistants, ses fusillés, ses déportés aux communards, de procéder à cet empilement funèbre, d'ajouter une couche de sédimentation historique et politique liant les morts d'hier aux siens pour ne faire qu'un.

Une routine annuelle s'installe dans les années à venir marquée par le contexte de la guerre froide, chaque manifestation perd en vigueur.

À partir de 1962, après la guerre d'Algérie et dans une France gaullienne et gaulliste, socialistes et communistes entrent dans une véritable phase de dialogue et surtout de stratégie d'union électorale.

En 1964, les obsèques de Maurice Thorez au Père-Lachaise, le 16 juillet, dépassent en nombre toutes les manifestations de célébrations de la Commune de Paris.

En 1968, les étudiantes et les étudiants célébreront en actes 1871 en érigeant des barricades et en prenant possession des rues pour donner vie à l'insurrection.

Le centenaire de la Commune de Paris en 1971 renoue avec le succès des foules de manifestantes et de manifestants rassemblées à cette occasion. Mais force est de constater que les immenses foules sont loin derrière. Le PCF et la CGT peinent à rassembler le 24 mai entre 30 000 et 50 000 personnes pour marcher jusqu'au Père-Lachaise. La semaine précédente, les 15 et 16 mai 1971, la Ligue communiste d'Alain Krivine rassemble pas moins de 15 000 personnes au sein d'un cortège parisien fort de délégations venues de province mais aussi débarquées depuis l'Europe et l'international mêlant soutien à la « révolution en Indochine » alors que les communistes en restent au mot d'ordre de « Paix en Indochine » ou « Paix au Vietnam ».

De ces deux cortèges nous conservons des bandes d'archives films et ces photographies prises par Monique et Pierre Guéna. Ces deux cortèges s'annoncent aussi importants pour l'histoire des gauches que l'a été celui de 1936. Rares sont les périodes d'unité des gauches françaises dans l'histoire politique de notre pays. En effet, il y a le front populaire en 1936-1937, la Libération de 1944 à 1947 et la plus longue qui s'ouvre en 1962 à l'heure d'élections législatives avec des hauts et des bas jusqu'à la signature du programme commun en 1972 puis jusqu'en 1977 et la rupture de celui-ci par le PCF, enfin, celle au gouvernement de juin 1981 à juin 1984.

Les deux reportages que nous décryptons ici datent de cette période clé : 1971-1973. La manifestation du Centenaire de la Commune a lieu le 23 mai 1971 à trois semaines de l'ouverture du congrès d'unification des socialistes à Épinay (Seine-Saint-Denis) des 11, 12 et 13 juin. L'autre, le 27 mai 1973, se situe exactement à dix mois de la signature le 12 juillet 1972 du programme commun.

1971 et 1973 : l'unité de la gauche célébrée pour le centenaire de la Commune de Paris

À partir de 1962, le Parti socialiste et le Parti communiste, sans oublier le PSU, inaugurent une nouvelle stratégie de rapprochement politique et procèdent *via* des accords électoraux à des désistements réciproques. Ces derniers bénéficient lors des législatives de 1962 aux deux plus gros partis. En mars 1965, à l'occasion des élections municipales, PCF et SFIO prolongent l'accord unitaire et de désistement de 1962. En septembre, le PCF se rallie à la candidature de François Mitterrand, celui-ci venant de fonder la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS), coalition où se retrouvent la SFIO, la Convention des institutions républicaines (CIR) de François Mitterrand, les radicaux, et des clubs (UCRG, UGCS...). En janvier 1967, les deux formations politiques, PCF et FGDS, signent un accord électoral et d'action commune en vue des prochaines législatives prévues les 5 et 12 mars. Les résultats pour les gauches sont bons et confortent la stratégie de l'union, l'écart avec la majorité de droite est réduit. En 1968, un mouvement de grèves dans les universités tourne rapidement à la révolte, à l'insurrection, et des barricades se dressent à Paris, circonscrites toutefois au Quartier latin. Plus porteur, *a priori*, d'espoir pour cette gauche qui souhaite revenir à la direction du pays, 6 à 8 millions de salariées et de salariés se mettent en grève et pour partie occupent même leurs usines, leurs bureaux et la plupart des établissements. Mais le suffrage universel et démocratique décide de l'avenir du pays et, en juin, lors de législatives provoquées par la dissolution de l'Assemblée nationale, le général de Gaulle inflige à la gauche l'une des plus importantes défaites électorales de toute son histoire. En 1969, pour l'élection présidentielle, la gauche PC/Parti socialiste ne recueille que 5,9 millions de voix, alors que Georges Pompidou (UNR) en rassemble à lui seul plus de 10 millions, et son adversaire désigné par le suffrage pour le second tour, Alain Poher, un peu plus de 5 millions. L'horizon semble s'obscurcir pour des gauches en difficulté. La SFIO de Guy Mollet a fait son temps et une refondation s'engage, semée d'embûches. Après une première tentative avortée au printemps 1969, la majorité de la CIR refusant d'entrer dans le nouveau Parti socialiste bientôt dirigé par Alain Savary, une nouvelle dynamique s'enclenche à partir de décembre 1970 qui se conclura en juin 1971 lors du congrès d'Épinay du PS qui propulse François Mitterrand à sa tête.

Les 14 et 21 mars 1971, les résultats des élections municipales sont mitigés, si l'union scellée en 1965

est gage de réussite et si les positions acquises en 1965 sont confortées, même renforcées, le succès n'est pas au rendez-vous. Le rapport entre les deux partis, Parti socialiste et Parti communiste, en termes d'élus, tourne toujours au profit des premiers : 20 316 élus pour le PCF contre 42 172 élus pour le Parti socialiste.

Le PCF demeure largement devant le Parti socialiste à Paris et toutes les listes d'unions sont dirigées par un communiste. Lors de ces élections, le PC reste à la tête des 11^e, 13^e, 18^e, 19^e et 20^e arrondissements.



© Fondation Jean-Jaurès - MPG

Le centenaire de la Commune de Paris se tient dans ce contexte politique. Il ne tient plus que du symbole et son rituel semble quelque peu dépassé. Le 23 mai 1971, le socialiste Claude Estier est invité en tête du cortège communiste et prend place à la tribune érigée près du mur des fédérés. Deux ans plus tard, le 27 mai 1973, les images montrent un François Mitterrand entouré de ses proches, dont Claude Estier aux côtés d'un Georges Marchais, que les photographies, cette fois, montrent certes toujours comme la puissance invitante mais aussi comme l'allié de celui que la

situation politique a désigné comme le leader de la gauche. En mai 1973, les deux partis se rendent au Père-Lachaise pour, une fois de plus, honorer la Commune de 1871, mais aussi pour célébrer peut-être encore l'union des gauches. En effet, le 12 juillet 1972, la signature d'un programme commun de gouvernement a réuni socialistes, communistes et même des radicaux de gauche. En décembre, le Mouvement des radicaux de gauche (MRG) est fondé et Robert Fabre, signataire du programme commun, en devient le président. Le 27 mai 1973, il est à la tribune au Père-Lachaise à la gauche de Georges Marchais.



© Fondation Jean-Jaurès - MPG

NB : sauf mention contraire, toutes les illustrations de cette page sont issues des collections du Musée de l'histoire vivante.

Retrouvez les analyses des photographies du 23 mai 1971 et du 27 mai 1973 sur archives-socialistes.fr.